

Bien que n'étant pas européens, géographiquement parlant, nous avons en Europe des intérêts vitaux reconnus et, comme vous, nous désirons ardemment trouver dans la négociation les solutions aux problèmes qui divisent encore le continent. Le courage et le réalisme qui animent la Roumanie dans sa contribution aux efforts de paix et de sécurité en Europe nous ont beaucoup frappés. Nous avons une grande admiration pour le talent et la détermination avec lesquels la Roumanie manifeste son caractère national et détermine sa propre ligne de conduite nationale dans le cadre des réalités que lui impose sa situation géographique. Nous croyons que la Roumanie et tous les pays européens, petits et grands, doivent être protégés de toute intervention étrangère, et posséder des garanties au sujet de leur souveraineté et de leur indépendance nationales.

Nos deux pays sont très préoccupés également par d'autres problèmes d'ordre international sur lesquels il est important de maintenir des échanges de vues. Il n'est malheureusement besoin de rappeler à personne ici la situation dans laquelle le monde se trouve actuellement, avec ses effusions de sang et la menace d'une extension des conflits. Prenons, par exemple, la situation au Moyen-Orient. Je suis allé dans cette région au cours de l'automne dernier, et après des entretiens avec les chefs israéliens et arabes je suis revenu plus convaincu que jamais que la seule manière de trouver une solution véritable aux problèmes du Moyen-Orient consiste à persuader les opposants de modérer considérablement leurs positions extrémistes. On n'a aucune indication que ce processus modérateur ait été mis en route jusqu'à présent; au contraire, le niveau de la tension n'a fait qu'augmenter dangereusement. Le Canada a fait connaître aux antagonistes son grand souci de les voir chercher le moyen de progresser vers un règlement pacifique fondé sur les propositions énoncées par le Conseil de sécurité dans la résolution de novembre 1967. Nous l'avons fait dernièrement encore lorsque le ministre des Affaires étrangères d'Israël s'est trouvé en visite à Ottawa, il y a quelques semaines.

La situation en Indochine est tout aussi décourageante. Nous avons vu avec une anxiété croissante le conflit du Vietnam s'étendre aux pays voisins, le Laos et le Cambodge. Il est évident que la présence des Commissions internationales de contrôle en Indochine n'a pas empêché ce fait nouveau de se produire. Nous le déplorons, de même que l'impuissance apparente des groupes en présence à entamer des négociations en profondeur. Un certain nombre de propositions leur ont été soumises pour les aider à négocier un règlement, mais deux mois se sont passés depuis la première de ces initiatives et la solution ne semble pas être plus en vue qu'auparavant. Cependant, nous ne perdons pas l'espoir qu'aux pourparlers de Paris, ou lors d'une nouvelle conférence, on parvienne à un règlement durable qui permette aux peuples d'Indochine de vivre en paix et de commencer à opérer les travaux indispensables de reconstruction économique et sociale. Pour notre part, nous sommes prêts à jouer un rôle dans le cadre d'une conférence semblable.

En ce qui concerne le problème actuel de la sécurité de notre globe et de la course aux armements nucléaires, la communauté internationale se trouve devant l'ultime défi de trouver une meilleure solution que l'équilibre